



**COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION (CPR)**

**GROUPE DE TRAVAIL HARMONISATION DES CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES (GTHPJ)**

19 février 2026, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTHPJ/05/2026- Doc N°4d et annexes

*Original : français*

**SUSPENSION DES ETATS MEMBRES A L'UNION AFRICAINE :  
PROPOSITIONS DE MESURES APPLICABLES A L'UPAP**

Point n°6.4 de l'ordre du jour

|  |  |
|--|--|
| <b>1. Objet</b><br><br>Suspension des Etats membres à l'Union africaine :<br>Propositions de mesures applicables à l'UPAP                              | <b>2. Références/paragraphes</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Actes de l'Union ;</li><li>• Communiqués de suspension de l'Union africaine (UA) ;</li><li>• Avis juridiques de l'UA.</li></ul> |
| <b>3. Décision attendue</b> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Examiner le document</li><li>▪ Formuler des observations ou propositions</li></ul> |  |

**I. INTRODUCTION**

”Par l'intermédiaire de son Conseil de paix et de sécurité, l'Union africaine a procédé à la suspension de certains pays africains membres de l'UPAP, à la suite notamment d'événements politiques ayant conduit à des changements anticonstitutionnels. Il s'agit de la **Guinée, du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Soudan et de Madagascar** (cf. copies des communiqués de suspension joints en **annexe 1**).

Ainsi, le Secrétariat général de l'UPAP a entrepris de larges consultations tant en interne qu'à l'externe dans le but de mieux appréhender les implications juridiques de telles suspensions à l'UPAP eu égard à sa qualité d'institution spécialisée de l'UA dotée de sa personnalité juridique propre et d'une autonomie de fonctionnement.

La présente note de discussion vise alors à rendre compte des résultats desdites consultations et à proposer des mesures de mise en œuvre des communiqués de suspension adaptées au contexte de l'UPAP.

## II. PORTEE DE LA SUSPENSION DES ETATS MEMBRES A L'UA

La portée des communiqués de suspensions peut être appréhendée tant du point de vue matériel qu'organique. Sur le plan matériel, la suspension porte sur toutes les activités notamment les réunions, le processus de prise de décision et toutes autres activités des organes et institutions de l'UA. Du point de vue organique, les communiqués de suspension du Burkina Faso et du Soudan semblent limiter la suspension desdits Etats aux seules activités de l'Union en ces termes : « ... **de suspendre, avec effet immédiat, la participation...à toutes les activités de l'UA, jusqu'au rétablissement d'un ordre constitutionnel normal dans le pays.** » tandis que les autres communiqués de suspension précisent que le Mali, le Niger, la Guinée, le Madagascar sont suspendus non seulement aux activités de l'Union africaine, mais aussi à celles de ses organes et de ses institutions.

En tout état de cause, il en résulte que la suspension des Etats membres précités concerne aussi bien les organes que les institutions de l'Union africaine, tels que l'UPAP.

Toutefois, la question juridique à laquelle s'est confronté le Secrétariat général, avant qu'un avis ou des recommandations éclairés puissent être formulés, est la suivante : la suspension des Etats africains à l'Union africaine est-elle opposable à l'UPAP ? Pour répondre à cette question centrale, le Secrétariat général de l'UPAP a, par voie de correspondance, saisi le conseiller juridique de l'UA qui a émis un avis juridique en guise de réponse dont copie est jointe en **annexe n°2**.

## III. POINTS SAILLANTS DE L'AVIS DU CONSEIL JURIDIQUE DE L'UA

A l'issue d'un examen minutieux de l'avis émis par le conseiller juridique de l'UA, le Secrétariat général de l'UPAP en a tiré les conclusions suivantes :

- (1) les activités de l'Union africaine englobent de manière exhaustive toutes les actions entreprises par ses organes, institutions et agences spécialisées, reflétant un cadre opérationnel unifié qui fait progresser les objectifs et les principes de l'Union africaine.
- (2) La suspension des Etats membres vise à préserver la légitimité et la cohérence des activités de l'UA en veillant à ce qu'elles restent fermement ancrées dans

la gouvernance démocratique et l'État de droit.

- (3) La suspension des Etats membres ne doit affecter négativement les citoyens ordinaires des Etats membres concernés ;
- (4) La suspension des Etats membres aux activités de l'Union africaine ne compromet pas leur qualité de membre de l'union;
- (5) La suspension ne dispense pas l'Etat membre de respecter ses obligations envers l'Union qui conserve le droit de maintenir un engagement diplomatique afin de rétablir la démocratie ;
- (6) La personnalité juridique de l'UPAP définie à l'article 3 de la Convention de l'UPAP signifie qu'elle bénéficie de sa propre personnalité juridique qui lui confère une autonomie opérationnelle, administrative et financière, lui permettant ainsi de s'acquitter effectivement de ses missions spécialisées ;
- (7) En vertu du principe de personnalité juridique indépendante, l'UPAP bénéficie d'une identité juridique à part entière, distincte de celle des personnes physiques ou morales qui l'ont créée ;
- (8) Cette distinction d'ordre juridique permet à l'UPAP d'agir en toute autonomie, dans la mesure où elle peut conclure des contrats, acquérir des biens, intenter des actions en justice, être poursuivie en justice et exercer ses fonctions en son nom propre. Toutefois, cette distinction de principe ne signifie pas que l'UPAP soit dissociée ou indépendante de l'UA au sens tant matériel qu'organisationnel.
- (9) La Conférence, en tant qu'autorité décisionnelle suprême de l'UPAP, a le pouvoir de prendre une décision concernant la manière et les conditions dans lesquelles l'UPAP peut s'engager avec les États membres qui ont été suspendus de l'UA. Selon l'avis juridique, cette décision doit ménager à la fois le souci de ne pas conférer de légitimité à des gouvernements arrivés au pouvoir de manière illégitime et celui de veiller au bien-être des citoyens ordinaires de l'Etat membre suspendu en question.
- (10) En définitive, le conseiller juridique de l'UA préconise que le Secrétariat général de l'UPAP soumette la question des implications des communiqués de suspension des Etats membres à l'examen et à la décision de la Conférence en tenant compte des objectifs de l'UPAP et des nuances décrites ci-dessus.

#### **IV. VIDE JURIDIQUE DES ACTES DE L'UPAP**

En application de l'avis du conseiller juridique de l'UA, la question des implications de la suspension des Etats membres à l'Union africaine devra être soumise à la Conférence des

plénipotentiaires afin qu'elle se prononce sur les modalités et les conditions dans lesquelles IUPAP traite ou coopère avec les États membres suspendus par l'Union africaine.

En général, cette décision devra être fondée sur les Actes de l'UPAP et les instruments subséquents. Toutefois, le cadre juridique actuel de l'UPAP est resté silencieux sur les implications d'une suspension d'un Etat membre à l'Union africaine. En effet, l'article 29 de la Convention de l'UPAP, qui traite de la nature des suspensions de la qualité de membre, stipule : « **La Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, de suspendre tout membre qui :**

**1.1 pratique une politique contraire aux objectifs et aux principes de l'Union ;**

**1.2 ne remplit pas pendant trois (03) années consécutives ses engagements financiers vis-à-vis de l'Union ;**

**1.3 ne respecte pas les décisions de la Conférence qui s'imposent à tous les membres.**

Ainsi, la suspension à l'Union africaine ne figure pas parmi les causes de suspension d'un Etat membre à l'UPAP. Aussi, les Actes de l'UPAP ne prévoit aucune disposition régissant les cas de suspension des Etats membres à l'Union africaine. Il en résulte alors un vide juridique qui devrait être comblé à travers des propositions de mesures applicables à l'UPAP, tout en prenant en compte les attentes de l'Union africaine formulées dans son avis juridique.

## **V. PROPOSITIONS DE MESURES APPLICABLES A L'UPAP**

En vue de combler le vide juridique et de permettre à la conférence des plénipotentiaires, en application de l'avis du conseiller juridique de l'UA, de statuer sur la question des implications de la suspension des Etats membres à l'UA, le Secrétariat général a identifié deux (02) options possibles.

### **1) Option 1 : Modifier l'article 29 de la Convention de l'UPAP**

Cette option nécessiterait la modification de l'article 29 de la Convention de l'UPAP afin de prévoir ou d'ajouter la suspension de l'Union africaine parmi les motifs de suspension de l'UPAP. Cette option aurait les implications suivantes :

- a)** A chaque fois qu'un Etat membre est suspendu à l'Union africaine, il le sera aussi à l'UPAP. Toute chose qui pourrait compromettre le bon fonctionnement des organes de l'UPAP au regard du nombre important de suspension à l'UA (sept Etats membres suspendus entre 2021 et 2025) et des éventuelles suspensions que pourrait susciter les nouvelles tendances politiques et géopolitiques.
- b)** Suspendre systématiquement un Etat membre à l'UPAP du fait de sa suspension à l'Union africaine pourrait aller à l'encontre des missions et des objectifs fixés à

ce dernier. C'est pourquoi l'avis juridique de l'UA recommande également la prudence, estimant que « la décision doit trouver le juste équilibre entre la non-légitimation des gouvernements arrivés au pouvoir de manière illégale et la prise en charge du bien-être des citoyens ordinaires de l'État membre suspendu en question ».

#### **NOTE D'AVIS 1 :**

Le Secrétariat général de l'UPAP ne recommande pas cette option, car elle pourrait aller à l'encontre des missions et des objectifs de l'Union. L'UPAP n'a suspendu aucun de ses membres, bien qu'un certain nombre de pays soient passibles de suspension pour cause de dette impayée depuis plus de trois ans, ce qui est passible de sanction. L'UPAP n'a pas suspendu ces membres, car l'Union est parfaitement consciente que certaines raisons justifiant le non-paiement des contributions statutaires sont d'origine extrinsèque, notamment les conflits armés, les guerres, les sanctions des Nations unies, etc. L'Union a plutôt privilégié la stratégie du dialogue afin de maintenir la collaboration entre les membres, favorisant ainsi l'unité et la solidarité africaines, deux éléments qui lui permettent d'atteindre ses objectifs.

#### **2) Option 2 : Prévoir des mesures spécifiques applicables aux Etats membres suspendus à l'Union africaine**

Cette option nécessiterait la modification de l'article 29 de la Convention de l'UPAP afin de prévoir ou d'ajouter la suspension de l'Union africaine parmi les motifs de suspension de l'UPAP. Cette option aurait les implications suivantes :

**(Nouvel article) « Mesures spécifiques applicables aux Etats membres suspendus à l'Union africaine »**

- 1. « Lorsqu'un Etat membre est suspendu à l'Union africaine, du fait d'un changement anticonstitutionnel de gouvernement, l'Union lui inflige une sanction sous une forme qui n'entérine pas la légitimité du gouvernement illégalement arrivé au pouvoir, tout en veillant au bien-être des citoyens ordinaires de l'État membre en question. Il demeure membre de l'UPAP et continue d'être tenu de ses obligations envers l'Union et de jouir de ses droits à l'exception du droit de :**
  - i) abriter les sessions de la Conférence des plénipotentiaires ;**
  - ii) être élu au sein du bureau de la Conférence des plénipotentiaires ;**
  - iii) présenter une candidature au poste de Secrétaire Général ou de Secrétaire Général Adjoint.**

**2. Les sanctions prises à l'encontre des États membres s'appliquent automatiquement à compter de la date de suspension de l'État membre par l'Union africaine et sont automatiquement levées à compter de la date de levée de la suspension annoncée par l'Union africaine. »**

**NOTE D'AVIS 2 :**

Les principaux avantages de cette deuxième option tiennent au fait qu'elle offre une plus grande souplesse et permet de concilier le bon fonctionnement de l'UPAP avec son rôle d'institution spécialisée de l'Union africaine dans le secteur postal. La sanction pour violation des statuts de l'UPAP est distincte de la sanction pour suspension de l'Union africaine, qui est « importée ». Cela permet à l'UPAP de contrôler pleinement ses activités sans nuire à sa cohésion. Sur le plan administratif, l'imposition et la levée des sanctions à l'encontre des États membres suspendus par l'Union africaine ne nécessiteront pas la convocation de la Conférence des plénipotentiaires, car elles seront automatiques. Le Secrétariat général sera chargé de communiquer à chaque membre de l'UPAP sa position au fur et à mesure qu'elle se présentera.

**VI. DECISION ATTENDUE**

L'équipe spéciale d'experts juridiques est invitée à examiner les propositions de modification et formuler tout(e) orientation, commentaire, observation ou proposition pertinent(e).

## Annexe 1

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ  
1062<sup>E</sup> RÉUNION

ADDIS-ABÉBA, ÉTHIOPIE  
31 JANVIER 2022

PSC/PR/COMM.1/1062(2022)

COMMUNIQUÉ

**COMMUNIQUÉ**

**Adopté par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), lors de sa 1062e réunion, tenue le 31 janvier 2022, sur la situation au Burkina Faso :**

**Le Conseil de Paix et de Sécurité,**

***Rappelant*** ses décisions antérieures sur la situation au Burkina Faso, notamment les Communiqués suivants : PSC/PR/COMM/3.(DXLIV) adopté lors de sa 544e réunion, tenue le 18 septembre 2015 ; PSC/PR/COMM (CDLXVIII), adopté lors de sa 468e réunion, tenue le 18 novembre 2014 ; et PSC/PR/COMM(CDLXV) adopté lors de sa 465e réunion, tenue le 3 novembre 2014 ;

***Rappelant également*** le communiqué de presse du Président de la Commission, publié le 24 janvier 2022, ainsi que le communiqué du sommet extraordinaire de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la situation politique au Burkina Faso, adopté le 28 janvier 2022 ;

***Évoquant*** les dispositions pertinentes de l'Acte constitutif de l'UA, du Protocole portant création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, notamment l'article 7 (g), et celles de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ;

***Ayant à l'esprit*** les décisions AHG/Dec.141(XXXV) et AHG/Dec.142(XXXV), adoptées par la 35e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, tenue à Alger en Algérie, du 12 au 14 juillet 1999 ; la Déclaration sur le Cadre de la réponse de l'OUA au changement anticonstitutionnel de gouvernement, adoptée par la 36e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, tenue à Lomé au Togo, du 10 au 12 juillet 2000 (la Déclaration de Lomé) ; et la Déclaration solennelle du 50e anniversaire de l'OUA/UA, adoptée à Addis-Abéba le 25 mai 2013 ;

***Prend note*** des remarques d'ouverture de S.E. Ambassadeure Amma Adomaa Twum-Amoah, Présidente du CPS pour le mois de janvier 2022 et Représentante permanente de la République du Ghana auprès de l'UA ; de la présentation faite par S.E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA chargé des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité ; des déclarations faites par S.E. Ambassadeure Olivia Rouamba, Représentante permanente du Burkina Faso et Représentante du Président de la CEDEAO ;

***Réaffirme*** l'engagement indéfectible de l'UA à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Burkina Faso, ainsi que la solidarité de l'UA avec le peuple et le gouvernement du Burkina Faso ; et

**Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de Paix et de Sécurité,**

1. ***Exprime sa profonde inquiétude*** face à la résurgence des coups d'État militaires qui sapent la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent ;

2. **Condamne sans équivoque** le coup d'État militaire au Burkina Faso, qui a abouti à l'éviction d'un Président démocratiquement élu, S. E. Roch Christian Kabore, par une faction d'officiers militaires ; et **réitère** sa tolérance zéro à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément à l'article 4(p) de l'Acte constitutif de l'UA, et s'engage à nouveau à adhérer totalement aux cadres normatifs de l'UA sur la prise de contrôle illégale de gouvernements sur le continent ;
3. **Entérine** le communiqué du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Burkina Faso, adopté le 28 janvier 2022 ; et **exprime** son soutien aux efforts de la CEDEAO pour relever les défis de paix et de sécurité auxquels la région est confrontée, notamment la résurgence des coups d'État militaires ;
4. **Exige** la libération immédiate et inconditionnelle du Président Marc Rock Christian Kabore et de tous les autres détenus, ainsi que le respect des droits de l'homme, y compris la protection de leur intégrité physique et mentale, et **prévient** que dans une situation de violation des droits de l'homme, le Conseil n'hésitera pas à prendre des mesures, y compris des mesures punitives contre ceux qui en seront trouvés responsables ;
5. **Décide**, conformément aux instruments pertinents de l'UA, en particulier, l'Acte constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, de suspendre, avec effet immédiat, la participation du Burkina Faso à toutes les activités de l'UA, jusqu'au rétablissement d'un ordre constitutionnel normal dans le pays ;
6. **Promet** le soutien résolu de l'UA au peuple burkinabé et **réaffirme** l'engagement indéfectible de l'UA à continuer de fournir l'appui technique et autre nécessaire pour accompagner le pays vers le retour d'un gouvernement démocratique et dirigé par des civils ;
7. **Note avec inquiétude** la détérioration de la situation sécuritaire et la montée de l'insurrection et de l'extrémisme violent au Burkina Faso et dans la région du Sahel en général, qui ont été aggravées par l'augmentation des déplacements de population, en particulier des femmes et des enfants, dans un contexte d'impact précaire de la sécheresse et du changement climatique ;
8. Dans ce contexte, **se félicite** de l'initiative conjointe du Président de la Commission et du Secrétaire général des Nations unies concernant l'évaluation stratégique conjointe UA-ONU sur le financement durable de la force conjointe du G5-Sahel, qui constitue une étape stratégique vers une réponse globale aux défis en matière de sécurité dans la région du Sahel ;
9. **Demande** au Président de la Commission, par l'intermédiaire de son Haut Représentant et Chef de la Mission de l'UA au Mali et au Sahel (MISAHEL), de continuer à suivre de près la

situation, en étroite coordination avec la CEDEAO, et d'en faire régulièrement rapport au Conseil ;

10. **Renouvelle** son communiqué [PSC/PR/COMM.(1030(2021))] adopté lors de sa 1030e réunion tenue le 30 septembre 2021, qui demandait une analyse complète et objective des causes profondes et l'impact des changements anticonstitutionnels de gouvernement sur le continent, ainsi que les recommandations du 8e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, tenu à Oran en Algérie, en décembre 2021, qui a demandé le réexamen de l'Architecture africaine de gouvernance, et de la Déclaration de Lomé sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement ; et, à cet égard, **souligne** que ladite analyse doit également examiner les instruments existants de l'UA sur la démocratie et la bonne gouvernance, en vue de tenir compte des défis contemporains à la paix et à la sécurité africaines et des modalités permettant de faire face à la recrudescence des changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, et en faire rapport au Conseil dans deux mois, avec des recommandations concrètes sur la marche à suivre ;

11. **Appelle** la communauté internationale à continuer à soutenir le Burkina Faso afin de lui permettre de faire face à la détérioration de la sécurité et défis socioéconomiques actuels, auxquels le pays est confronté, consciente du fait que seul un redressement durable de la dynamique structurelle qui sous-tend ces défis du pays peut garantir une stabilité et un développement durables ; et

12. **Décide** de rester activement saisi de la question.

AFRICAN UNION  
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE  
UNIÃO AFRICANA

---

P. O. Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia Tel.: (251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 519321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE  
1030<sup>EME</sup> REUNION  
10 SEPTEMBRE 2021  
ADDIS ABEBA

PSC/PR/COMM.(1030(2021))

COMMUNIQUE

**COMMUNIQUÉ**

**Adopté par le Conseil de paix et de sécurité lors de sa 1030ème réunion, tenue le 10 septembre 2021, sur la Situation en République de Guinée,**

Le Conseil de paix et de sécurité,

**Rappelant** les dispositions pertinentes de l'Acte Constitutif de l'UA de juillet 2000, du Protocole de juillet 2002 relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, notamment l'Article 2 établissant le CPS comme organe permanent de décision pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique, et de la Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance de janvier 2007 ;

**Conscient** des dispositions de tous les instruments normatifs pertinents de l'UA, en particulier la Déclaration sur le Cadre pour une réponse de l'OUA au Changement anticonstitutionnel de Gouvernement, adoptée par la 36<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, tenue à Lomé, Togo, du 10 au 12 juillet 2000 (la Déclaration de Lomé);

**Rappelant** en outre ses Communiqués sur la Situation en Guinée, notamment les Communiqués PSC/PR/COMM.(CLXV), PSC/PR/COMM.(CCIV) et PSC/AHG/COMM.2(CCVII), adoptés lors de ses 165<sup>ème</sup>, 204<sup>ème</sup> et 207<sup>ème</sup> réunions, tenues respectivement les 29 décembre 2008, 17 septembre 2009 et 29 octobre 2009 ; rappelant également le Communiqué de presse PSC/PR/BR.1 (CCXX), adopté lors de sa 220<sup>ème</sup> réunion, tenue le 11 mars 2010, et le Communiqué [PSC/PR/COMM.2 (CCLII)], adopté lors de sa 252<sup>ème</sup> réunion, tenue le 9 décembre 2010 ;

**Notant** le Communiqué conjoint du Président de l'UA, S.E. Felix Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo et du Président de la Commission de l'UA, S.E. Moussa Faki Mahamat, ainsi que la Déclaration du Président de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), S. E. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, ainsi que le Communiqué adopté par la Session Extraordinaire de l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le 8 septembre 2021 ;

**Prenant note** de la Déclaration du Représentant permanent de la République du Tchad auprès de l'Union africaine, S.E. l'Ambassadeur Mahamad Ali Hassan, Président du CPS pour le mois de septembre 2021, et du briefing du Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité, S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye ; prenant également note des Déclarations du Représentant permanent de la République de Guinée auprès de l'UA et du Représentant du Ghana, en sa qualité de Président de la CEDEAO ;

**Réaffirmant** l'engagement indéfectible de l'UA à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Guinée et la solidarité continue de l'UA avec le peuple de Guinée dans ses aspirations à une gouvernance démocratique améliorée et durable.

Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité :

1. **Exprime sa profonde préoccupation** face à la situation en Guinée à la suite du coup d'État, le 5 septembre 2021, qui a entraîné la prise de pouvoir anticonstitutionnelle, la suspension de la Constitution et la dissolution du Gouvernement et de toutes les institutions de l'État, et par son impact sur le pays, la Région et le Continent ;
2. En application de l'Article 4(p) de l'Acte Constitutif de l'UA, **rejette totalement et condamne fermement** le Changement anticonstitutionnel de Gouvernement en Guinée, par le coup d'État militaire du 5 septembre 2021 ;
3. **Entérine** le Communiqué adopté par la session Extraordinaire de l'Autorité des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, le 8 septembre 2021, en particulier le paragraphe 11, et **attend avec intérêt** les résultats de la Mission de haut niveau de la CEDEAO en Guinée ;
4. **Décide, en conséquence**, conformément aux instruments normatifs pertinents de l'UA, de suspendre immédiatement la République de Guinée de toute participation à toutes les activités de l'Union Africaine, de ses organes et institutions, jusqu'à ce que l'Ordre Constitutionnel normal soit rétabli dans le pays ;
5. **Demande** aux militaires Guinéens de libérer immédiatement le Président Alpha Condé, ainsi que les autres responsables arrêtés, sans conditions, tout en assurant leur sécurité et leur santé personnelles ;
6. **Exige** que les militaires Guinéens retournent d'urgence et sans condition dans les casernes, qu'ils respectent le principe du constitutionnalisme et qu'ils s'abstiennent de toute nouvelle ingérence dans les processus politiques en Guinée, faute de quoi le Conseil instituera d'autres sanctions ciblées, y compris des mesures punitives, à l'encontre de tous les acteurs impliqués dans la prise de pouvoir par les militaires ;
7. **Exhorte** le peuple Guinéen à rester calme, tout en demandant aux acteurs militaires de s'abstenir de tout acte pouvant conduire à la violence et de donner la primauté à l'intérêt suprême du pays dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité ;
8. **Exige** un retour rapide et complet à l'Ordre Constitutionnel à travers un Gouvernement dirigé par des civils, et une solution rapide à la crise actuelle ;
9. **Appelle** tous les acteurs extérieurs à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de la Guinée, ce qui pourrait compliquer davantage la situation dans le pays ;
10. **Demande** au Conseil de sécurité des Nations Unies d'approuver également la décision du Sommet Extraordinaire de la CEDEAO sur la Situation en Guinée, entériné par le CPS, et de soutenir sa mise en œuvre, en vue d'assurer la restauration de l'Ordre Constitutionnel en Guinée ;
11. **Demande** au Président de la Commission de poursuivre les consultations avec les parties prenantes concernées en Guinée et la CEDEAO, en tant que Communauté Economique Régionale

concernée, sur l'évolution de la situation sur le terrain, et de fournir des informations trimestrielles au CPS ;

12. ***Demande également*** au Président de la Commission de mettre en place un Mécanisme de suivi inclusif, comprenant l'UA, la CEDEAO, l'ONU et toutes les autres parties prenantes concernées, pour suivre de près la situation en Guinée et la mise en œuvre des décisions de la CEDEAO et du CPS dans le pays ;

13. ***Demande également*** à la Commission de l'UA d'entreprendre une analyse complète et objective portant sur les causes profondes et l'impact du Changement anticonstitutionnel de Gouvernement résultant de processus démocratiques non consensuels et/ou politiquement manipulés ;

14. ***Décide*** d'entreprendre une Mission d'évaluation en Guinée, pour s'engager avec toutes les parties prenantes concernées, afin d'identifier les domaines dans lesquels l'UA pourrait fournir un soutien à la Guinée en vue de relever les défis auxquels le pays est confronté ;

15. ***Décide également*** de rester activement saisi de la question.

**AFRICAN UNION**

**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE**

**UNIÃO AFRICANA**

---

P. O. Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia Tel.: (251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 519321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

**CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ**  
**1001<sup>EME</sup> RÉUNION**

**ADDIS-ABÉBA, ÉTHIOPIE**  
**1 JUIN 2021**

**PSC/PR/COMM.(1001(2021))**

**COMMUNIQUÉ**

**COMMUNIQUE**

**Adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), lors de sa 1001<sup>ème</sup> réunion, tenue le 1 juin 2021, sur la Situation au Mali.**

Le Conseil de Paix et de Sécurité,

**Rappelant** ses Communiqués et Communiqués de presse antérieurs sur la Situation au Mali et dans la Région du Sahel, notamment le Communiqué [PSC/PR/COMM. (M)], adopté lors de sa 1000<sup>ème</sup> réunion, tenue le 25 mai 2021 et le Communiqué [PSC/PR/COMM.(CMXLI),] adopté lors de sa 941<sup>ème</sup> réunion, tenue le 19 août 2020 ;

**Prenant note** des remarques liminaires du Président du CPS pour le mois de juin 2021 et Représentant permanent de la République du Burundi auprès de l'UA, S.E. Ambassadeur Joel Nkurabagaya, et des Déclarations du Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité, Ambassadeur Bankole Adeoye ; de S.E. Ambassadeur Amma Adomaa Twum-Amoah, Représentante permanente du Ghana auprès de l'UA, en sa qualité de Représentante de la CEDEAO et de l'Ambassadeur Fafre Camara, Représentant permanent du Mali auprès de l'UA et de la communication du Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA et Chef de la Mission de l'UA pour le Sahel (MISAHEL), S.E. l'Ambassadeur Maman Sidikou ;

**Profondément** préoccupé par l'évolution de la Situation au Mali et son impact négatif sur les gains réalisés jusqu'à présent dans le processus dans le pays;

**Rappelant également** le Communiqué du Sommet Extraordinaire de l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenu le 30 mai 2021, à Accra, Ghana ;

**Conscient** des dispositions de tous les instruments normatifs pertinents de l'UA, y compris l'Acte constitutif, le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance, et la Déclaration sur le Cadre de la réponse de l'OUA aux Changements anticonstitutionnels de Gouvernement, adoptée par la 36<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Lomé, Togo, en juillet 2000 (la Déclaration de Lomé) ;

**Réaffirmant l'engagement** indéfectible de l'UA à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, ainsi que la solidarité de l'UA avec le peuple et le gouvernement du Mali ;

Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité,

1. **Appuie** les décisions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, telles que décrites au paragraphe 8 de son communiqué publié le 30 mai 2021 à Accra, au Ghana ;
2. **Condamne avec la plus grande fermeté et rejette totalement** les coups d'Etat et les changements anticonstitutionnels de gouvernement sur le continent, conformément aux dispositions de l'Article 4(p) de l'Acte constitutif de l'UA ;

3. **Décide, en conséquence**, conformément aux instruments normatifs pertinents de l'UA, de suspendre immédiatement la République du Mali de toute participation à toutes les activités de l'Union africaine, de ses organes et institutions, jusqu'à ce que l'ordre constitutionnel normal soit rétabli dans le pays ;
4. **Exhorte vivement** les militaires maliens à retourner d'urgence et sans condition dans leurs casernes et à s'abstenir de toute nouvelle ingérence dans les processus politiques au Mali, **tout en appelant** à la création de conditions propices à un retour sans entrave, transparent et rapide à la transition dirigée par des civils, sur la base de la feuille de route convenue pour la transition au Mali, faute de quoi le Conseil n'hésitera pas à imposer des sanctions ciblées et d'autres mesures punitives à l'encontre de tout trouble-fête de la transition actuelle ;
5. **Demande** aux forces de défense et de sécurité maliennes de lever immédiatement toutes les restrictions imposées à tous les acteurs politiques, y compris l'assignation à résidence de S.E. Bah N'Daw et de S.E. Moctar Ouane ;
6. **Demande** aux autorités de transition de respecter et de se conformer à la période de transition de 18 mois initialement prévue et, par conséquent, **appelle à nouveau** le peuple malien à placer les intérêts suprêmes du pays et de son peuple au-dessus de tout, à rester calme et à continuer à travailler ensemble dans le cadre de l'Accord de paix et de réconciliation pour le Mali de 2015, issu du processus d'Alger, avec la participation effective des femmes, des jeunes et des Maliens de la diaspora, pour résoudre la crise actuelle et organiser des élections démocratiques libres, justes et crédibles le 27 février 2022 ;
7. **Demande** au Président de la Commission, à travers son Représentant spécial et Chef de la Mission de l'UA au Mali et au Sahel (MISAHEL), de continuer à coordonner étroitement avec l'Envoyé spécial et Médiateur de la CEDEAO au Mali, S.E. Goodluck Ebele Jonathan, ancien Président de la République fédérale du Nigéria ;
8. **Exprime** son soutien à la Mission multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA) et **salue** ses efforts au Mali, tout en réitérant la volonté de l'UA de collaborer activement avec l'ONU pour maintenir la paix, la stabilité et la sécurité au Mali ;
9. **Exige sans ambiguïté** que les dirigeants actuels du processus de transition, y compris le chef de la transition, le vice-président et le premier ministre, ne soient en aucun cas candidats à la prochaine élection présidentielle au Mali ;
10. **Appelle** les dirigeants militaires et tous les acteurs politiques à respecter pleinement et inconditionnellement la Charte de la Transition tout en **demandant instamment** la nomination immédiate d'un Premier ministre civil pour mener à bien le processus de transition et coordonner un processus de réconciliation nationale et de dialogue véritablement inclusif pour la stabilité du Mali ;
11. **Décide en outre** de constituer une mission d'évaluation du CPS au Mali, afin de s'engager avec toutes les parties prenantes concernées et l'Envoyé spécial et Médiateur de la CEDEAO, en vue d'identifier les domaines dans lesquels l'UA pourrait apporter son soutien au Mali, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de transition et la tenue des élections ;

12. **Appelle** la communauté internationale à apporter un soutien financier au Mali afin de lui permettre de relever les graves défis macroéconomiques auxquels le pays est confronté et de veiller à ce que le plan de transition ne déraile pas ;
13. **Demande également** au Président de la Commission de suivre de près la situation au Mali et de fournir des mises à jour régulières au Conseil, au moins une fois par trimestre et selon les besoins ; et
14. **Décide** de rester activement saisi de la question.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRICA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

---

Addis-Abéba, Éthiopie. Boîte Postale : 3243 Tél. : (251-11) 5513 822 Télécopie : (251-11) 5519 321  
Courriel : [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ  
1168<sup>ÈME</sup> RÉUNION

14 AOÛT 2023  
ADDIS-ABÉBA, ÉTHIOPIE

PSC/PR/COMM.1168 (2023)

COMMUNIQUÉ



## **COMMUNIQUÉ**

**Adopté par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) lors de sa 1168<sup>e</sup> réunion tenue le 14 août 2023, sur l'exposé actualisé de la situation au Niger.**

### **Le Conseil de Paix et de Sécurité,**

**Rappelant** la Déclaration [Ext/Assembly/AU/Decl.(XVI)] sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 16<sup>e</sup> Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA tenue à Malabo, Guinée équatoriale, du 27 au 28 mai 2022 ; les décisions AHG/Dec.141(XXXV) et AHG/Dec.142(XXXV), adoptées par la 35<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA tenue à Alger, Algérie, du 12 au 14 juillet 1999 ; la Déclaration sur le Cadre pour une réponse de l'OUA au changement anticonstitutionnel de gouvernement, adoptée par la 36<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA tenue à Lomé, Togo, du 10 au 12 juillet 2000 (la Déclaration de Lomé) ; et la Déclaration solennelle du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA, adoptée à Addis-Abéba le 25 mai 2013 ;

**Rappelant également** ses décisions et prises de position sur la situation au Niger, en particulier le Communiqué [PSC/PR/COMM.1164 (2023)] adopté lors de sa 1164<sup>e</sup> réunion tenue le 28 juillet 2023 ; le Communiqué de presse du Président de la Commission de l'UA, S.E. Moussa Faki Mahamat, publié le 26 juillet 2023 ;

**Respectant** l'Acte constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, en particulier l'Article 7 (g) et la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance ; **tout en réitérant** la tolérance zéro de l'UA à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément à l'Article 4 (p) de l'Acte constitutif de l'UA ;

**Réaffirmant** la détermination à faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2030 et à créer les conditions propices à la réalisation de la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses populations et représentant une force dynamique sur la scène mondiale, ainsi que de l'Agenda 2063 de l'UA ;

**Prenant note** de l'allocution liminaire de S.E. Ambassadeur Willy Nyamitwe, Représentant permanent de la République du Burundi auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'août 2023 ; des communications de S.E. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'UA et de S.E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité ; ainsi que des déclarations faites par S. E. Ambassadeur Abdel-Fatau Musah, Commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité de la CEDEAO, de S.E. Ambassadeur Amadou Hassane Mai Dawa, Représentant permanent de la République du Niger auprès de l'UA ; et de S.E. Ambassadeur Nasir Aminu, Représentant du Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; et

### **Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de Paix et de Sécurité,**

1. **Réitère sa profonde préoccupation** face à la résurgence des coups d'État militaires qui compromettent la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que le développement du Continent ;

2. **Réitère également sa condamnation sans équivoque** du coup d'État militaire qui a eu lieu le 26 juillet 2023 au Niger et qui a abouti à l'éviction d'un président démocratiquement élu, S.E. Mohamed Bazoum, par une faction d'officiers militaires ;
3. **Se félicite** du Communiqué final du Sommet extraordinaire de l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 30 juillet 2023, et du Communiqué final du 2<sup>e</sup> Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 10 août 2023 ;
4. **Prend note** de la décision de la CEDEAO de déployer une Force en attente et **demande** à la Commission de l'UA d'entreprendre une évaluation des implications économiques, sociales et sécuritaires du déploiement d'une Force en attente au Niger et d'en faire rapport au Conseil ;
5. **Réaffirme** sa pleine solidarité avec les efforts de la CEDEAO dans son engagement soutenu en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel par des moyens diplomatiques ;
6. **Salue et soutient fortement** les efforts inlassables déployés par la CEDEAO en vue du rétablissement pacifique de l'ordre constitutionnel dans la République du Niger ; et **demande** à la Commission de l'UA de nommer et de déployer un Haut Représentant pour encourager les efforts de médiation de la CEDEAO ;
7. **Décide**, conformément aux instruments pertinents de l'UA, en particulier l'Acte constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance, de suspendre immédiatement la participation de la République du Niger de toutes les activités de l'UA et de ses organes et institutions jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel dans le pays ;
8. **À cet égard, exhorte** tous les États membres de l'UA et la communauté internationale, y compris les partenaires bilatéraux et multilatéraux, à rejeter ce changement anticonstitutionnel de gouvernement et à s'abstenir de toute action susceptible de conférer une légitimité au régime illégal du Niger ;
9. **Se félicite** du communiqué du Président de la Commission de l'UA publié le 10 août 2023 concernant le mauvais état de santé et la détention du président Mohamed Bazoum ; à cet égard, **réitère son exigence** pour la libération immédiate et inconditionnelle de S.E. le Président Mohamed Bazoum et de tous les autres détenus, et le respect de leurs droits humains, y compris la protection de leur santé physique et de leur intégrité morale ;
10. **Fait sien** le paragraphe 10 (k) du Communiqué final de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 30 juillet 2023, concernant l'imposition de mesures punitives, **tout en veillant** à son application progressive et en minimisant son effet disproportionné sur les citoyens du Niger ;
11. **Demande** à la Commission de l'UA, en étroite collaboration avec la Commission de la CEDEAO, de compiler et de soumettre d'urgence la liste des membres de la junte militaire et de leurs soutiens militaires et civils, y compris ceux qui sont impliqués dans la violation des droits fondamentaux du Président Bazoum et d'autres détenus, en vue de sanctions ciblées et de l'application de mesures punitives individuelles ;
12. **Salue** les efforts de la CEDEAO sous la direction de S.E. Bola Ahmed Tinubu, Président de la République fédérale du Nigéria et **appelle** les États membres à mettre pleinement en œuvre les

sanctions imposées par la CEDEAO et approuvées par le CPS et **demande** à la Commission, en consultation avec la CEDEAO, d'informer régulièrement le Conseil sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des sanctions imposées ;

13. **Invite** la junte militaire au Niger à coopérer avec la CEDEAO et l'UA en vue d'un rétablissement pacifique et rapide de l'ordre constitutionnel et **appelle** le peuple nigérien à rester calme, à s'abstenir de toute action susceptible d'envenimer la situation et à adopter pleinement une approche pacifique en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays ;

14. **Rejette fermement** toute ingérence extérieure d'un acteur ou d'un pays extérieur au Continent dans les questions de paix et de sécurité en Afrique, y compris les engagements de sociétés militaires privées sur le continent, conformément à la Convention de l'OUA de 1977 pour l'élimination du mercenariat en Afrique ;

15. **Exhorte vivement** les militaires à placer les intérêts suprêmes du Niger et de son peuple au-dessus de tout, et de retourner immédiatement et sans condition dans les casernes et de se soumettre aux autorités civiles conformément à la Constitution du Niger ; et

16. **Décide** de demeurer activement saisi de la question.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET E SECURITE

1041<sup>EME</sup> REUNION

26 OCTOBRE 2021

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

PSC/PR/COMM.1041(2021)

**COMMUNIQUE**

### **COMMUNIQUE**

**Adopté par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), lors de sa 1041<sup>ème</sup> réunion, tenue le 26 octobre 2021, sur la Situation au Soudan.**

Le Conseil de Paix et de Sécurité,

**Rappelant** ses décisions antérieures sur la Situation au Soudan, en particulier le Communiqué [PSC/PR/COMM.(CMXC)], adopté lors de sa 990<sup>ème</sup> réunion, tenue le 13 avril 2021 et le Communiqué du Président de la Commission de l'UA du 25 octobre 2021 ;

**Rappelant également** les dispositions pertinentes de l'Acte Constitutif de l'UA, du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, en particulier l'Article 7 (g) et de la Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance ;

**Rappelant** en outre les Décisions AHG/Dec.141(XXXV) et AHG/Dec.142 (XXXV), adoptées par la 35<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA, tenue à Alger (Algérie) du 12 au 14 juillet 1999 ; la Déclaration sur le Cadre pour une Réponse de l'OUA aux Changements anticonstitutionnels de Gouvernement, adoptée par la 36<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA, tenue à Lomé (Togo), du 10 au 12 juillet 2000 (la Déclaration de Lomé) ; et la Déclaration Solennelle du 50<sup>ème</sup> Anniversaire de l'OUA/UA, adoptée à Addis Abeba le 25 mai 2013 ;

**Prenant note** des remarques d'ouverture du Représentant permanent de la République du Mozambique auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'Octobre 2021, S.E. l'Ambassadeur Alfredo Nuvunga, de l'exposé du Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, Paix et Sécurité, S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye ; prenant également note des déclarations des Représentants de la République du Soudan et du Secrétariat de l'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement (GAD) ;

**Réaffirmant** la solidarité de l'UA avec le peuple et le Gouvernement du Soudan dans leurs aspirations légitimes à approfondir et à consolider la démocratie, ainsi que leurs efforts pour surmonter les défis auxquels leur pays est confronté, et **réitérant** l'engagement continu de l'UA à soutenir le Gouvernement de Transition du Soudan dans la mise en œuvre des priorités du Gouvernement de Transition ;

**Réitérant également** le respect par l'UA de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Soudan,

Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité :

1. **Note avec une profonde préoccupation** face à la prise du pouvoir par les militaires au Soudan, tel qu'annoncée par le Président du Conseil Souverain, le 25 octobre 2021, menant à la dissolution du Gouvernement de Transition, dirigé par le Premier Ministre Abdallah Hamdok,

qui menace de faire dérailler les progrès réalisés dans le processus de Transition au Soudan jusqu'à présent, et plongeant le pays dans le cycle de la violence ;

2. En application de l'Article 4(p) de l'Acte Constitutif de l'UA, **condamne fermement** la prise du pouvoir par les militaires Soudanais le 25 octobre 2021 et la dissolution du Gouvernement de Transition, et **rejette totalement** le Changement anticonstitutionnel de Gouvernement, comme inacceptable et comme un affront aux valeurs partagées et aux normes démocratiques de l'UA ;

3. **Se félicite** de la libération du Premier Ministre, et **appelle** à la libération immédiate, inconditionnelle et totale de tous les détenus, y compris les Ministres et d'autres responsables civils et **souligne** la nécessité pour les militaires de respecter leurs droits de l'homme ; à cet égard, **avertit** les militaires qu'ils seront tenus responsables de la santé, de la sûreté et de la sécurité personnelles des responsables détenus ;

4. **Décide**, conformément aux instruments pertinents de l'UA, en particulier l'Acte Constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et la Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance, de suspendre, avec effet immédiat, la participation de la République du Soudan à toutes les activités de l'UA jusqu'au rétablissement effectif de l'Autorité de Transition, dirigée par des civils ;

5. **Décide** d'entreprendre une Mission consultative au Soudan afin de dialoguer avec toutes les parties prenantes en vue de trouver une solution à l'amiable à la présente impasse politique ;

6. **Appelle** toutes les parties prenantes au Soudan à rester engagées dans la mise en œuvre de toutes les dispositions de la Déclaration Constitutionnelle d'août 2019 et de l'Accord de paix de Juba d'octobre 2020, ainsi qu'à respecter les délais qui y sont stipulés ; **exhorte** les militaires Soudanais à respecter leur mandat Constitutionnel et à contribuer plus positivement à la création de conditions propices à la réussite de la Transition ;

7. **Réaffirme** l'impératif d'une Transition consensuelle et dirigée par des civils au Soudan, conformément à la Déclaration Constitutionnelle et l'Accord de paix de Juba, ainsi qu'aux aspirations du peuple Soudanais ;

8. **Appelle** toutes les parties prenantes Soudanaises concernées à donner la priorité aux intérêts suprêmes du pays et de son peuple, à rester calmes, à s'abstenir d'inciter à la violence publique et à reprendre immédiatement le dialogue, dans le cadre de la Déclaration Politique et du Décret Constitutionnel, comme seule approche viable pour sauver la Transition démocratique actuelle et pour parvenir à une solution consensuelle et durable aux défis du Soudan ;

9. **Demande** au Président de la Commission de prendre les mesures nécessaires et d'intensifier son engagement avec les dirigeants du Gouvernement de Transition et du Conseil Souverain afin de faciliter la reprise du dialogue en vue d'une Transition réussie au Soudan ; dans ce contexte, **demande également** au Président de la Commission d'envoyer immédiatement au

Soudan son Emissaire afin de discuter, avec les parties prenantes Soudanaises, des mesures nécessaires pour accélérer la restauration de l'Ordre Constitutionnel au Soudan ;

10. **Demande** à la Commission de l'UA de fournir des mises à jour mensuelles sur l'évolution de la situation au Soudan ;
11. **Décide** de rester saisi de la question.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia. P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: [situationroom@africanunion.org](mailto:situationroom@africanunion.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

1306<sup>E</sup> RÉUNION (SÉANCE D'URGENCE AU NIVEAU DES AMBASSADEURS)

15 OCTOBRE 2025

ADDIS-ABEBA (ÉTHIOPIE)

PSC/PR/COMM.1306 (2025)

COMMUNIQUÉ



## **COMMUNIQUÉ**

**Adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) à sa 1306<sup>e</sup> réunion (séance d'urgence) tenue le 15 octobre 2025 et portant communication actualisée sur la situation en République de Madagascar.**

### **Le Conseil de paix et de sécurité,**

**Rappelant** la Déclaration [Ext/Assembly/AU/Decl.(XVI)] sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 16<sup>e</sup> session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA tenue les 27 et 28 mai 2022 à Malabo (Guinée équatoriale), la Décision AHG/Dec.141(XXXV) et AHG/Dec.142 (XXXV) adoptée par la 35<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA tenue du 12 au 14 juillet 1999 à Alger (Algérie), la Déclaration sur le Cadre de réponse de l'OUA aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 36<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA tenue du 10 au 12 juillet 2000 à Lomé, au Togo (la Déclaration de Lomé), et la Déclaration solennelle du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA adoptée le 25 mai 2013 à Addis-Abeba

**Rappelant également** le Communiqué [PSC/PR/COMM.1305 (2025)] adopté à sa 1305<sup>e</sup> réunion (séance d'urgence) tenue le 13 octobre 2025 sur la situation à Madagascar ;

**Réitérant** le principe de tolérance zéro de l'UA à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément à l'article 4(p) de l'Acte constitutif de l'UA ;

**Réaffirmant** le respect de l'UA pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la République de Madagascar ;

**Réaffirmant également** la solidarité de l'UA avec le peuple malgache dans ses aspirations légitimes à promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie, le développement et la prospérité en République de Madagascar ;

**Prenant note** de l'allocution d'ouverture de S.E. l'Ambassadeur Tebelelo Alfred Boang, Représentant permanent de la République du Botswana auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'octobre 2025, de la déclaration de S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'UA, de la communication de S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, et de celle du Représentant spécial du Président de la Commission pour Madagascar ; **et prenant également note** de la déclaration du représentant de la République de Madagascar, en tant que pays concerné, et du représentant de la République du Malawi, en sa qualité de Président de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ; et

### **Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité :**

1. **Note avec une profonde préoccupation et condamne sans appel** la prise du pouvoir par les militaires le 14 octobre 2025 ; **rejette catégoriquement** le changement anticonstitutionnel de gouvernement en République de Madagascar, qui a eu lieu le 14 octobre 2025, en violation flagrante des principes et des instruments normatifs de l'UA, en particulier la Charte africaine de la gouvernance, des élections et de la démocratie et la Déclaration de Lomé de 2000 ;

2. **Décide**, en conséquence, conformément aux instruments pertinents de l'UA, en particulier l'article 7 (g) du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et l'article 25 (1) de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, de suspendre , avec effet immédiat, la participation de la République de Madagascar à toutes les activités de l'Union, de ses organes et institutions, et ce, jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays ;
3. **Exige** des forces armées malgaches qu'elles respectent de toute urgence et sans condition le principe du constitutionnalisme et qu'elles s'abstiennent de toute nouvelle ingérence dans les processus politiques à Madagascar, faute de quoi le Conseil instituera des sanctions ciblées à l'encontre de tous les acteurs impliqués dans le coup d'État militaire ;
4. **Exige également** un retour rapide et total à l'ordre constitutionnel par la mise en place d'un gouvernement de transition civil et l'organisation, dans les meilleurs délais, d'élections libres, équitables, crédibles et transparentes ; à cet égard, **charge** la Commission de l'UA, en étroite coopération avec la SADC, d'apporter à Madagascar le soutien nécessaire pour assurer un retour rapide à l'ordre constitutionnel ;
5. **Exhorte** la population malgache à rester calme, à s'abstenir de tout acte susceptible d'alimenter davantage la violence et à faire passer avant tout les intérêts supérieurs du pays et du peuple ; à cet égard, **appelle** à un dialogue national inclusif et à l'unité nationale en vue d'un règlement pacifique de la crise que traverse le pays ;
6. **Appelle** tous les acteurs extérieurs à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de Madagascar afin de ne pas compliquer davantage la situation dans le pays ;
7. **Réitère sa recommandation** au Présidente de l'Union, avec le soutien du Président de la Commission de l'UA, de dépêcher immédiatement une délégation de haut niveau à Madagascar afin d'échanger avec les parties prenantes concernées en vue de relever les défis auxquels le pays est confronté ; dans ce contexte, **accueille favorablement** la décision du Président de la SADC d'envoyer une délégation de haut niveau du Comité des sages à Madagascar ; et **souligne** la nécessité d'une collaboration plus étroite entre l'UA et la SADC ;
8. **Demande** à la Commission de l'UA de mettre pleinement en œuvre le Communiqué [PSC/PR/COMM.1305 (2025)] du CPS, adopté à sa 1305<sup>e</sup> réunion tenue le 13 octobre 2025 ;
9. **Appelle** à assurer un soutien coordonné en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel à Madagascar sous les auspices de l'UA et de la SADC, à suivre de près la situation à Madagascar et la mise en œuvre des décisions du Conseil ; et
10. **Décide** de rester activement saisi de la question.